

# MANIFESTATION INTERDITE, FORUM DES CASSEURS DE PEUPLES AUTORISÉ

A Genève, le Conseil d'Etat vient de délivrer un message percutant : on peut faire pleuvoir des bombes sur les enfants de Gaza durant des semaines et, quelques jours plus tard, être accueilli par les autorités suisses en grande pompe, comme c'est le cas de Shimon Peres, pour siéger au World Economic Forum de Davos, sous bonne escorte policière et militaire.

En revanche, le Conseil d'Etat à majorité de gauche veut nous faire comprendre qu'il vaut mieux ne pas être un travailleur, un chômeur ou un étudiant révolté par la violence sociale et militaire organisée depuis le WEF. Dans ce cas, le tapis rouge se hérissé de barbelés et au projet de défilier pacifiquement le 31 janvier à Genève s'oppose une décision brutale du gouvernement : la manifestation sera interdite et des polices venues non seulement de toute la Suisse, mais encore de France, veilleront à ce que ce chacun reste chez soi pendant que les bourreaux des peuples se partageront la planète à Davos. Ce qui revient à déchoir, le temps d'une journée, chaque citoyen de ses droits les plus élémentaires, parmi lesquels celui de manifester.

Pour justifier sa prise de position, Laurent Moutinot dénonce « *un rassemblement de casseurs, plutôt qu'une manifestation.* » Voici donc les « casseurs », qui ont osé appeler à une mobilisation le 31 : le Parti suisse du Travail, qui a eu un maire à Genève, les syndicats les plus importants (Unia, Sit, Comedia, Sud, etc), Attac, Gauche anticapitaliste, Action autonome, CAS et

bien d'autres. Le conseiller d'Etat « socialiste » se fonde en fait sur des renseignements obtenus par les services secrets, qui feraient état de la participation possible de groupes violents qui pourraient briser des vitrines.

Ainsi, pour préserver hypothétiquement les façades des grandes sociétés, il bâillonne et menace des pires repréailles un mouvement qui s'est développé d'une façon totalement démocratique et ouverte. Moins démocratique sera, en revanche, la tenue du WEF qui comptera donc notamment comme participants : le président israélien Shimon Peres, rouge du sang des Palestiniens, le russe Vladimir Poutine, boucher de Tchétchénie, le chinois Wen Jiabao, dont le gouvernement commet les pires exactions au Tibet. Voici donc les personnages que nous, signataires de ce texte, dénonçons comme les véritables artisans d'une violence qui, elle, ne se traduit pas en vitrines brisées, mais en centaines de milliers de vies humaines ôtées chaque année par les guerres et la famine dans le monde.



Nous appelons donc le Conseil d'Etat à lever toute interdiction de manifester à Genève le 31 janvier et à cesser de vouloir terroriser la jeunesse en brandissant systématiquement la menace d'une matraque ou d'une paire de menottes. Une jeunesse que nous accueillerons plus chaleureusement qu'eux, lors de la soirée de Génération Palestine, le 30 janvier à 18 h à la Maison de quartier de la Jonction. Et peut-être encore à la manifestation du 31 ?